

**MINUSCA ET AGENCES DE L'ONU
LA CONTRIBUTION DES VOLONTAIRES
DE L'ONU EST POSITIVE**



minusca en action

BULLETIN D'INFORMATIONS DE LA MINUSCA | N°103 – NOVEMBRE 2022



LE MINISTRE D'ÉTAT JEAN WILLYBIRO-SAKO VISITE LES RÉALISATIONS DU DDR DANS LA HAUTTE-KOTTO



MINUSCA



UN_CAR



UNMINUSCA



UNMINUSCA



UN_MINUSCA



MINUSCA.UNMISSIONS.ORG

Scannez le code QR pour accéder aux informations sur les activités de la MINUSCA



MINUSCA



Scannez ici



MINUSCA | UN CAR | UNMINUSCA | UNMINUSCA EN MINUSCA | MINUSCA.UNMISSIONS.ORG



minusca en action

#103 | Novembre 2022



Session d'information et de sensibilisation sur le volontariat, à l'occasion de la célébration de la Journée internationale des volontaires. Organisée par le Programme des Volontaires des Nations Unies (VNU), cette célébration vise à reconnaître et promouvoir la contribution et le travail sans relâche des volontaires du monde entier.

04

LE MINISTRE D'ÉTAT JEAN WILLYBIRO-SAKO VISITE LES RÉALISATIONS DU DDR DANS LA HAUTE-KOTTO

08

LANCEMENT DES 16 JOURS D'ACTIVISME CONTRE LES VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE DANS DIFFÉRENTES VILLES DE LA RCA

13

LA MINUSCA APPUIE LA LUTTE CONTRE LES VIOLENCES SEXUELLES DANS LA NANA MAMBÈRE

16

MINUSCA ET AGENCES DE L'ONU LA CONTRIBUTION DES VOLONTAIRES DE L'ONU EST POSITIVE

18

CAMPAGNE ANNUELLE SUR LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE DES ÉLÈVES DE BANGUI SENSIBILISÉS

18

LES AUTORITÉS LOCALES DU 5^E ARRONDISSEMENT DE BANGUI, S'APPROPRIENT LA NOUVELLE LOI SUR LA DÉCENTRALISATION

10

LA CAPACITÉ DES GROUPES PARLEMENTAIRES RENFORCÉE SUR L'EXÉCUTION ET LE CONTRÔLE BUDGÉTAIRE DANS LE CADRE DE LA RSS

MINUSCA EN ACTION

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Charles Antoine Bambara

RÉDACTRICE EN CHEF

Uwolowulakana Ikavi-Gbetanou

EQUIPE RÉDACTIONNELLE

Biliaminou Alao,
Cynthia Nasangwe
Emmanuel Crispin
Dembassa Kette
Correspondants régionaux

PHOTOGRAPHIE

Herve Serefo,
Leonel Grothe

MISE EN PAGE

Francis
Yabendji-Yoga

MULTIMÉDIA & WEB

Igor Rugwiza,
Dany Balepe

COMMUNITY MANAGER

Grace Mirleine Anselme
Ngbaleo Mbileine

PRODUCTION

Division de la
Communication
Stratégique et
de l'Information
Publique -
MINUSCA

MINUSCA EN ACTION

#103 - Novembre 2022



LE MINISTRE D'ÉTAT JEAN WILLYBIRO-SAKO VISITE LES RÉALISATIONS DU DDR DANS LA HAUTE-KOTTO

Le ministre d'État centrafricain chargé du désarmement, de la démobilisation, de la réintégration et du rapatriement (DDRR) et du suivi de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation (APPR), Jean Willybiro-Sako, a conduit une mission multidimensionnelle de haut niveau dans la Haute-Kotto, du 16 au 18 novembre 2022, au cours de laquelle il a rencontré les populations, les ex-combattants, les leaders traditionnels, les autorités locales et le système des Nations Unies.

Didier Bapidi

DÉSARMEMENT, DÉMOBILISATION ET RÉINTÉGRATION SOCIOÉCONOMIQUE

L'objectif de cette mission était d'évaluer le processus du désarmement et de la

démobilisation (DD) et de la réintégration socioéconomique dans la préfecture de la Haute-Kotto.

La délégation devait aussi analyser les synergies existantes entre les composantes de la MINUSCA, pour dégager les

éventuelles fenêtres d'opportunités et explorer l'implication des femmes et des jeunes dans la mise en œuvre des activités et projets en vue d'en consolider les acquis.

Avant de se rendre sur le terrain, la délégation a eu une séance de travail avec les Agences et Programmes des Nations Unies (PAM, OIM, PNUD, OCHA et OMS) présents dans la Haute-Kotto. Présidés par le Chef du Bureau de la MINUSCA, Bara Dieng, les échanges ont porté notamment sur la réintégration socioéconomique et l'intégration des combattants dans les corps en uniforme de la République centrafricaine.

Le Chef de la Section DDR de la MINUSCA, Pierre Emmanuel Ubalijoro, a expliqué

l'opportunité et la portée de la mission, notamment le développement d'une approche plus intégrée et l'établissement d'un espace de complémentarité sur le terrain. Le PNUD a indiqué qu'il est en voie de déployer une équipe pour les évaluations initiales (monographie) en vue d'amorcer le relèvement à base communautaire à Sam-Ouandja où une antenne sera ouverte sous peu. Pour sa part, le Chef du Bureau a plaidé pour y déployer des Forces de Sécurité intérieure (FSI) et d'étendre le désenclavement.

DES INFRASTRUCTURES NEUVES POUR FACILITER LA RESTAURATION DE L'AUTORITÉ DE L'ÉTAT

Au cours de son séjour dans la Haute-Kotto, le ministre d'État Jean Willybiro-Sako s'est rendu à Boungou 1 et à Sam-Ouandja (respectivement à 30 km et 340 km de Bria). Lors de sa première escale, le chef de délégation a rencontré les chefs traditionnels, les représentants des jeunes, des femmes et de l'association des parents d'élèves qui ont remercié la MINUSCA pour la paix retrouvée et les réalisations, dont l'école primaire de Boungou 1.

Cette école construite par la MINUSCA, connaît une hausse du taux de fréquentation qui a atteint 475 élèves en 2020, dont 230 filles, avec un taux de réussite de 82% aux examens de passage de la fin d'année 2021. L'établissement scolaire dessert six villages et campements sur un rayon de 13 kilomètres et apparaît comme un modèle de cohésion sociale car l'on y retrouve les enfants de diverses ethnies, Banda, Goula, Sara, Ndoka, Youlou, Rounga et Peulh. Tous ces enfants vivent en harmonie au sein et en dehors des classes. Les travaux de construction de l'école primaire de Boungou 1 ont coûté 33 millions de FCFA.

Dans son allocution à la population de Boungou 1 et de ses environs, Jean Willybiro-Sako a réitéré ses remerciements à la MINUSCA en général et à la Section DDR de la MINUSCA en particulier pour son soutien continu aux efforts de l'État centrafricain pour la restauration de la paix. Il a appelé les bénéficiaires à faire bon usage des infrastructures et s'est réjoui du retour de la paix. Il a aussi réceptionné et remis aux utilisateurs finaux le marché rural et un forage communautaire entièrement construits par les bénéficiaires du Programme de réduction de la violence communautaire.

Le marché est bâti sur une superficie de 80 ares et se compose de deux bâtiments pour les boutiques et entrepôts, un bâtiment pour la boucherie, un bâtiment servant de cuisine et de 16 hangars pour les étalages. Le marché desservira les populations de Boungou 1 et celles des 25 autres villages



Le ministre d'Etat en charge du Désarmement, Démobilisation et Réinsertion (DDR), Jean Willybiro-Sako, en visite dans le nouveau marché rural qu'il a inauguré à Boungou dans les environs de Bria.



Remise de certificat à une bénéficiaire du projet de réduction de la violence communautaire (CVR) de la MINUSCA par le Ministre d'Etat.

et campements environnants dont la population active est estimée à plus de

19,000 habitants.

Ces infrastructures sont le fruit de la

synergie d'actions combinant la formation sur le tas aux métiers de la construction, l'emploi temporaire, la cohésion sociale et le relèvement économique des populations vivant dans les zones sortant de conflits. Le ministre d'État Willybiro-Sako a échangé avec l'équipe du projet et les bénéficiaires sur la stratégie de pérennisation des ouvrages et s'est félicité de l'appropriation du projet par les utilisateurs finaux. Il a conclu la cérémonie par la visite guidée du marché et du test du premier jet d'eau du forage. L'ensemble des investissements, formation, paiement direct des bénéficiaires et main d'œuvre d'appoint (semi) qualifiée a coûté 42.800.000 FCFA.

C'est dans la même lancée que la délégation s'est rendue à Amameu sur le site du projet-intégré Tena de Tena (main dans la main en Sango) et ses diverses activités d'élevage (canards, cobayes, pintades, chèvres, moutons et porcs), de pisciculture, de maraichage, de briqueterie, de formation sur le tas en maçonnerie et la pépinière du projet de plantation de 365 arbres.

Dans la foulée, le ministre d'État a réceptionné un forage d'eau communautaire – le 20^e d'une série de forages réalisés, en partenariat avec les directions régionales de l'Hydraulique, de la Santé et des Affaires sociales pour assurer la cohésion sociale, atténuer les conflits autour de l'eau et prévenir les maladies.

A Bornou, toujours à Bria, Jean Willybiro-Sako s'est entretenu avec les leaders communautaires et 320 nouveaux bénéficiaires du projet de réintégration socioéconomique des ex-combattants en formation au centre polyvalent construit par le Programme CVR.

SAM OUANDJA : PLUSIEURS CHANTIERS EN COURS

Le point d'orgue du séjour de la délégation ministérielle dans la Haute-Kotto a été la visite à Sam-Ouandja, libérée de l'emprise des groupes armés depuis quatre mois par



Vue du marché rural construit par les bénéficiaires du Programme de réduction de la violence communautaire

la Force de la MINUSCA. Le ministre d'État et sa suite se sont rendus sur les différents chantiers en cours, notamment pour voir les travaux de reprofilage de l'aérodrome et les deux briqueteries (dans les quartiers Bangui et Zaïre). Le ministre d'État a aussi procédé à la pose de la première pierre de la construction du lycée de Sam-Ouandja et de l'école fondamentale 1 B au quartier Zaïre.

Lors de sa rencontre avec les forces vives de la sous-préfecture de Ouandja-Kotto, les représentants des jeunes et des femmes ont unanimement exprimé leurs remerciements à la MINUSCA pour la sécurité retrouvée et aussi pour les dividendes de la paix déjà visibles. Ils ont, par ailleurs, mis en exergue l'implication des femmes et des jeunes dans les instances de décision, notamment les projets CVR qui leur offrent des opportunités telles que les emplois temporaires (cash for work), leur permettent de se prendre en charge immédiatement.

Le sous-préfet a plaidé pour le déploiement permanent des Forces de sécurité intérieure avec leurs équipements et a mis l'accent sur

la nécessité de prendre immédiatement en charge les démobilisés qui pourraient être tentés de rejoindre les groupes armés à cause du chômage.

Concrètement, la contribution du Programme CVR au renouveau de la ville se traduit en travaux à haute intensité de main d'œuvre (emploi temporaire), en formation sur le tas dans les domaines de la briqueterie par la sensibilisation et la mobilisation communautaires et dans le développement des activités génératrices de revenus (AGR), avec des modules transversaux tels que la citoyenneté, l'entrepreneuriat et l'économie familiale. Les pratiques professionnalisantes seront réalisées sur les bâtiments de trois écoles au quartier Zaïre et Bangui, les maisons des jeunes et des femmes et sur 15 forages. Les bénéficiaires du secteur menuiserie interviendront pour la production des bancs et les autres développeront des AGR, y compris les projets agropastoraux intégrés.

C'est dans cet esprit que le Chef de la Section DDR de la MINUSCA a appelé la population en général et les groupes armés



Remise d'un forage communautaire

en particulier à rejoindre le programme DDR. Il y a près d'un mois, la Section DDR s'est déployée à Sam-Ouandja pour appuyer le désarmement, la démobilisation et le projet CVR. Le Chef du Bureau de la MINUSCA a salué les avancées dans le domaine de la sécurité et de la protection des civils. Il a réitéré l'engagement de la Mission à protéger les civils et à maintenir la paix dans le triangle Sam Ouandja-Ouadda-Ouadda Djalle.

Le ministre d'État, quant à lui, a remercié les démobilisés et les jeunes enclins à la violence qui ont opté pour la paix et a encouragé ceux qui hésitent encore à rejoindre les Programmes de DDR et de CVR qui sont déjà disponibles. Il a souligné que les efforts de la MINUSCA seront complétés par les autres partenaires de la République centrafricaine, entre autres, le PNUD, la Banque mondiale, la BAD etc. conformément à leurs mandats, promettant de remonter à sa hiérarchie le plaidoyer sur le déploiement permanent des FSI. Face aux leaders des groupes armés qui se sont inquiétés du retard dans le démarrage des activités de réintégration, et se faisant l'écho des combattants intéressés par le DD, Jean Willybiro-Sako a promis un déploiement prochain d'une équipe de DD pour le traitement des cas résiduels.





LANCEMENT DES 16 JOURS D'ACTIVISME CONTRE LES VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE DANS DIFFÉRENTES VILLES DE LA RCA

Les villes de la République centrafricaine se sont jointes au monde entier pour le lancement de la campagne des 16 jours d'activisme dédiés à la lutte contre les violences basées sur le genre. Les populations de ces localités, les autorités locales, les agences onusiennes et les ONG ont pris part aux activités organisées à cette occasion.

A Bangassou la communauté s'engage pour l'élimination des violences basées sur le genre. Environ 700 personnes en majorité des femmes et des jeunes filles, ont pris part, le 25 novembre 2022 à Bangassou, au lancement officiel de la campagne des 16 jours d'activisme contre les violences faites aux femmes et aux jeunes filles.

Par Maelaine Annette MALEBINGUI.

Cette cérémonie officielle a pris fin par un match de football, opposant les filles du lycée moderne de Bangassou à celles du lycée Saint Pierre Claver. Des danses, sketches et un match de football féminin ont agrémenté le lancement de cette campagne, qui a été une occasion pour les Agences de l'ONU, les ONGs ainsi que les autorités locales, d'éveiller les consciences, surtout des femmes et des jeunes filles sur les violences qu'elles subissent au quotidien et de promouvoir les actions et pratiques visant à l'élimination de toutes ces formes de violences.

Le Coordonnateur des Affaires Civiles de la MINUSCA à Bangassou, Bitumba Tipi-Tipi Mayoyo, présent à la cérémonie, a convié tous les acteurs, ainsi que les autorités à assumer leur rôle dans l'éradication de la violence à l'égard des femmes et des filles, à afficher leur soutien et leur solidarité envers les activistes en

faveurs des droits des femmes et à contrer le recul des droits des femmes.

Du côté du Gouvernement, le préfet du Mbomou, Pierrette BENGUERE, qui a présidé le lancement de cette campagne, a félicité la MINUSCA et tous les autres partenaires pour leur engagement et détermination à soutenir et à accompagner le Gouvernement.

La célébration marquant cette journée a débuté par une caravane sur 3 kilomètres et a mobilisé plus de 300 personnes dont les autorités administratives et religieuses, les ONGs nationales et internationales, les leaders communautaires, les établissements scolaires, les organisations de la société civile, y compris les organisations des femmes et des jeunes, la MINUSCA, les agences des Nations Unies.

Kaga Bandoro s'est joint aux autres villes de la RCA pour le lancement de la campagne annuelle internationale des 16 Jours d'activisme contre les violences basées sur le genre à l'égard des femmes et des filles. Cette campagne a démarré le 25 novembre 2022, sous le thème « Tous unis pour l'élimination des violences à l'égard des femmes et des filles de la RCA ».

Par Bebey Michelle Tchania



Lors de la cérémonie officielle, le préfet de la Nana-Gribizi, Abdoulaye Mahamat, a rendu hommage aux acteurs qui œuvrent inlassablement contre les violences basées sur le genre (VBG) et a déploré la persistance de ce fléau malgré les efforts et un climat sécuritaire plus apaisé.

Il a profité de cette opportunité pour lancer un appel aux hommes, aux femmes et aux jeunes à plus de responsabilité et de vigilance afin de dénoncer les faits. Il a également plaidé pour plus de financement sur la question afin que les actions de sensibilisation puissent atteindre les hameaux les plus reculés.

Quant à la cheffe de Bureau de la MINUSCA, Alessandra TRABATONI, elle a souligné que « les différentes violences auxquelles les femmes font face, l'impunité, ainsi que le règlement à l'amiable qui prend le pas sur la procédure normale, entraînent des conséquences graves sur celles-ci, leurs communautés et la nation tout entière, et nécessitent donc des actions urgentes et un engagement fort pour les éradiquer ».

Un mémorandum avec des recommandations à l'endroit des autorités, des Nations Unies, des ONG et de la communauté a été lu et transmis aux autorités locales par les femmes de Kaga-Bandoro. Elles exhortent les uns et les autres à considérer cette célébration comme un moment pour réfléchir, renouveler, amplifier et établir une stratégie pour que les engagements pour l'élimination de la violence à l'encontre des femmes deviennent une réalité dans la ville de Kaga-Bandoro.

Des prestations artistiques, des sketches et des jeux concours avec des slogans appelant tout un chacun à se positionner et à s'engager contre les violences faites à l'égard des femmes et des filles ont agrémenté cette cérémonie.

A Berberati, la MINUSCA en collaboration avec le haut-commissariat pour les réfugiés (UNHCR) a procédé le vendredi 25 novembre 2022, au lancement officiel

de la campagne annuelle internationale des 16 Jours d'activisme contre la violence basée sur le genre à l'égard des femmes et des filles à la Mairie de Wapo située à 7 km de la ville.

Honorine Guehi NIARE YAO

Organisée en présence des ONG locales de Défense des Droits de l'Homme, du Barreau américain, des autorités coutumières et administratives, des leaders religieux, des associations des femmes et des représentants de la MINUSCA, cette activité a rassemblé environ 500 personnes dont 300 femmes venues des différentes localités de la sous-préfecture de Berberati. Une marche pacifique sur l'artère principale suivie d'une cérémonie d'ouverture a été l'occasion lors de la série d'allocution de sensibiliser les populations à s'engager dans la prévention et la lutte contre les VBG.

Le sous-préfet de Berberati, Jacques Antoine Gounindji, intervenant au nom du préfet de la Mamberé-Kadéi, a souligné que : « Grâce à l'appui de la MINUSCA et de l'UNHCR ainsi qu'aux multiples campagnes de sensibilisation qui se poursuivent dans la Mamberé-kadéi précisément, nous espérons réduire au maximum les violences basées sur le genre qui impact négativement notre localité ».

S'inspirant du thème national de la campagne « Tous unis pour l'élimination des violences à l'égard des femmes et des filles en Centrafrique », le chef du bureau de Terrain régional de l'UNHCR, Pappy Dewilde Te Nyombe Boloko, a rappelé l'urgence des actions de lutte contre les VBG dans la préfecture tout en souhaitant un réseau de mobilisation sociale en vue de mettre en avant des initiatives de plaidoyer et des actions transformatrices, visant à mettre un terme à la violence faite aux femmes et aux filles. « Reléguons à jamais la violence contre les femmes et les filles à la place qui lui revient : dans les livres d'histoire », a-t-il martelé.

LE SAVIEZ-VOUS ?

SOFA

1. **LE SOFA EST UN ACCORD ENTRE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES** et le Gouvernement de la République centrafricaine relatif au statut de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA). Le Gouvernement est représenté (au sein de la MINUSCA) par tout fonctionnaire de l'État centrafricain dont les Forces de défense et de sécurité (FACA, FSI, Douane).

Cet accord définit les obligations des deux parties et relève les faits constituant les violations envers le personnel de la MINUSCA.

2. **IL EST PRESCRIT DANS L'ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT CENTRAFRICAIN** et la MINUSCA (SOFA) que :

- *Le Gouvernement de la RCA s'engage à respecter le statut exclusivement international de la MINUSCA ;*
- *Le Gouvernement s'engage à traiter avec respect en tout temps le personnel (en uniforme ou en civil) de la MINUSCA ;*
- *Le Gouvernement s'engage à sanctionner et à poursuivre selon le Code Pénal Centrafricain tout meurtre, mutilation, torture, traitement cruel, humiliant et dégradant, les prises d'otages et les procès inéquitables, les attaques violentes des locaux officiels ; menaces, contraintes commises contre les membres du personnel de la MINUSCA ;*
- *Le Gouvernement doit prendre toutes dispositions nécessaires pour protéger la MINUSCA, les membres, leurs équipements et leurs locaux contre toute attaque ou action qui les empêcherait de s'acquitter de leur mission.*



LA MINUSCA APPUIE LA LUTTE CONTRE LES VIOLENCES SEXUELLES DANS LA NANA MAMBERE

Dans le cadre de son mandat pour la protection des civils, la MINUSCA, à travers sa Composante Police, a renforcé, du 16 au 26 novembre 2022, les capacités des Forces de sécurité intérieure de la Nana Mambere dans la prévention et la lutte contre les violences sexuelles basées (VSBG) sur le genre et les violences liées aux conflits (VSLC).

Par Dramane Darave

Conduit par la Police de la MINUSCA, l'atelier de formation des formateurs des unités spécialisées des Forces de sécurité intérieure (FSI), sur les violences sexuelles basées sur le genre (VSBG) et violences sexuelles liées aux conflits (VSLC), a ciblé 24 agents de police et de gendarmerie, dont sept femmes provenant des sous-préfectures de Baoro, Bouar, et Baboua.

Cette formation, tout en alliant des présentations théoriques et des sessions pratiques, a permis d'informer les participants sur une variété de modules dont les différents types de violences sexuelles basées sur le genre (VSBG) et

leurs conséquences sur les victimes et la communauté, les techniques d'audition des victimes de VSBG, le circuit de référencement des cas, la qualification juridique des cas, la gestion de la scène de crime etc.

Présidant la cérémonie de clôture de l'atelier, le sous-préfet de Bouar, Norbert Niende, représentant le préfet de la Nana Mambere a déploré que « les violences sexuelles basées sur le genre et les violences liées aux conflits soient une réalité qui n'honore pas la République centrafricaine ». Il appelle les participants à privilégier la sensibilisation des populations.

Au terme de l'atelier de formation, les participants recommandent de multiplier les formations en violences sexuelles basées sur le genre et violences sexuelles liées aux conflits à l'intention d'autres agents des Forces de sécurité intérieure. Ils recommandent aussi de doter l'Unité Mixte d'intervention rapide et de répression des violences sexuelles faites aux femmes et aux enfants (UMIRR) en ressources humaines et en équipements pour la prise en charge des victimes.



LES GRANDES LIGNES DU NOUVEAU MANDAT DE LA MINUSCA

RÉSOLUTION 2659 (2022)

1- Le Conseil de sécurité des Nations Unies a adopté la résolution 2659 (2022) qui proroge jusqu'au 15 novembre 2023, le mandat de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA).

2- Dans son préambule, la résolution réaffirme que l'APPR « demeure le seul mécanisme permettant de réaliser une paix et une stabilité durables en République centrafricaine (RCA) et reste le seul cadre de dialogue avec les groupes armés ayant renoncé à la violence, et condamne les violations de l'APPR et les violences commises par toutes les parties au conflit, en particulier les groupes armés, dans tout le pays, notamment celles commises par l'emploi de plus en plus fréquent d'engins explosifs ».

3- La résolution 2659 encourage le Président Faustin-Archange Touadera et son Gouvernement à continuer de s'employer à promouvoir une paix et une stabilité durables en RCA dans le cadre d'un processus politique et de paix global et revitalisé, qui passe par le respect du cessez-le-feu, un dialogue républicain inclusif et l'application de l'APPR.



MINUSCA ET AGENCES DE L'ONU

LA CONTRIBUTION DES VOLONTAIRES DE L'ONU EST POSITIVE



Le Coordonnateur Exécutif du Programme des Volontaires des Nations Unies, Toily Kurbanov, a effectué une visite de travail en République centrafricaine, du 21 au 26 novembre 2022, pour évaluer la contribution des volontaires de l'ONU dans la mise en œuvre des activités des agences du système de l'ONU et de la MINUSCA. A son arrivée à Bangui, Il a été reçu par la représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies, Valentine Rugwabiza.

Cynthia Nasangwe

L'un des objectifs de sa visite était de renforcer la coopération avec les différents partenaires. « Pour renforcer le partenariat, il faut d'abord comprendre ce qui a si bien fonctionné, écouter les programmes parrainés par les agences, la Mission, les volontaires, afin de pouvoir s'en inspirer. Cela signifie avoir une conversation ouverte et honnête sur ce qui n'a pas si bien fonctionné (...) Il y a toujours des domaines à améliorer », a indiqué le coordinateur exécutif.

Au cours de cette visite, Toily Kurbanov, s'est entretenu avec les volontaires des Nations Unies affectés dans différentes Sections de la MINUSCA, afin de s'enquérir sur leur condition de travail. Les volontaires y ont vu un signe d'encouragement. « J'ai vu déjà que c'est une équipe disposée à écouter. C'est ce que j'ai retenu que j'apprécie. Et je crois que le meilleur est à venir, c'est tout ce que je peux espérer puisque ce sont des gens qui sont disposés à écouter, qui sont ouverts », a dit Marylène Lende Moroya, volontaire nationale, assistante aux opérations aériennes de la Section Aviation de la MINUSCA.

La discussion a aussi porté sur la gestion des plans de carrière après les années de volontariat. Les volontaires ont souhaité qu'une fois leur affectation terminée, qu'ils soient placés dans un pool de recrutement pour les postes professionnels. « Nous aimerions qu'après nos quatre ans de service, on nous aide en nous mettant dans le pool. Ainsi ça sera plus facile pour nous d'être choisis pour des postes professionnels sans cela, c'est compliqué quand tu finis ton affectation de revenir », a signalé David Jumba assistant au transport à la MINUSCA.

Le Coordonnateur exécutif du Programme des Volontaires des Nations Unies a indiqué quant à lui, qu'il apprécie encore plus qu'avant à quel point les volontaires de l'ONU sont essentiels pour apporter leur contribution à l'accomplissement des objectifs de la Mission. « Les volontaires de l'ONU à la MINUSCA sont très dévoués. Ils donnent le meilleur d'eux-mêmes (...) Nous



Le Coordonnateur Exécutif du Programme des Volontaires des Nations Unies, Toily Kurbanov, reçu au siège de la MINUSCA à Bangui par la Représentante spéciale du SG de l'ONU, Valentine Rugwabiza.



Visite du Coordonnateur Exécutif du Programme des Volontaires des Nations Unies (UNV), Toily Kurbanov, à l'École des sourds de Bangui.

avons des volontaires internationaux et des volontaires nationaux et ils travaillent tous ensemble pour contribuer au mandat de la Mission », a-t-il souligné.

Toily Kurbanov, a également assisté à une séance de sensibilisation conduite par les volontaires déployés dans la Division de l'assistance électorale de la MINUSCA. Cette séance de sensibilisation a été conduite en faveur des membres de l'organisation nationale des personnes vivant avec un Handicap (ONAPHA), en prélude aux élections locales.

Le directeur a.i de la Division de l'assistance électorale a remercié le coordinateur exécutif du programme UNV d'avoir pris part à cette séance de sensibilisation afin de voir par lui-même une partie du travail que font les volontaires avant de remercier ces derniers pour leur apport quotidien à la mission « Il faut dire merci à nos collègues volontaires des Nations Unies pour tout l'appui qu'ils apportent au quotidien dans la réalisation du mandat de la mission ».

Odile Wane Condé, conseillère électorale en charge de l'éducation civique et électorale pour la Division de l'assistance électorale de la MINUSCA s'est réjouie de la présence du coordinateur exécutif et toute son équipe à cette activité. « En ma qualité de volontaire, Je suis très heureuse mais aussi très fière de représenter non seulement les autres collègues qui sont sur le terrain (...) C'est une joie pour nous qu'il y ait le coordonnateur et les gens du siège pour nous accompagner », a-t-elle souligné.

Toily Kurbanov a exhorté les responsables et superviseurs à exprimer leur reconnaissance aux volontaires qu'ils supervisent. « Regardez le volontaire à côté de vous. Allez vers lui, serrez-lui la main, regardez-le dans les yeux et dites-lui merci ». Le 5 décembre est la Journée internationale des volontaires ; une occasion de célébrer le pouvoir du volontariat.



CAMPAGNE ANNUELLE SUR LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE DES ÉLÈVES DE BANGUI SENSIBILISÉS

Des élèves de plusieurs établissements scolaires de Bangui, Bimbo et Begoua ont été sensibilisés sur la sécurité routière. Une initiative de la MINUSCA en partenariat avec le ministère des Transports et de l'aviation civile. Les bénéficiaires se sont engagés à mettre en pratique les bons réflexes appris lors de cette activité organisée du 3 au 5 novembre 2022.

Grace Ngbaleo

C'est au tour de la thématique « La route tue et blesse. Prudence égale vie ! », que cette vaste caravane de sensibilisation et d'éducation civique dans les écoles et lycées visant à réduire les accidents de la circulation a été organisée.

Plusieurs centaines d'élèves d'établissements scolaires en l'occurrence, le lycée Marie Jeanne Caron, le lycée Barthélémy BOGANDA, le lycée Gobongo, le lycée de Fatima, l'école Begoua, l'école pétevo, et

l'école Bimbo, ont bénéficié de ces sensibilisations. Une éducation civique qui vise à éveiller l'intérêt de ces élèves à faire plus attention quand ils traversent la route et quand ils marchent sur les trottoirs.

En effet ce ne sont pas forcément les conducteurs uniquement qui doivent faire attention, tous les piétons aussi doivent faire attention, et les élèves sont les plus exposés par ce qu'ils sont nombreux pendant l'année scolaire à traverser et à marcher sur la route quand ils vont et reviennent de l'école.

Élisabeth Grace Brya, Chargée de sensibilisation et plaidoyer à la Division de la Communication stratégique et de l'information publique de la MINUSCA, explique à cet effet que : « Cette sensibilisation, c'est de l'éducation civique à l'endroit des élèves pour leur montrer que c'est très important de faire attention, il faut qu'ils sachent comment traverser la route comment emprunter les passages piétons pour éviter de se faire cogner par les motos ou par les voitures ».

Lors de cette campagne, Cyr Gédéon

Ngaissé chef de service de la prévention à la sécurité routière au ministère des Transports et de l'aviation civile, expert en sécurité routière, a exposé aux enfants la bonne manière de traverser la route. Il leur a demandé de faire attention et de respecter les passages cloutés. Il les a appelés à éviter de prendre les taxis moto en surcharge et de bien identifier les conducteurs des taxis moto pour ne pas se laisser transporter par ceux qui prennent les drogues ou autres stupéfiants.

PRÉSERVER LA VIE DES ÉLÈVES

Ce rappel aux élèves, des notions élémentaires du code de la route, « va apporter un grand changement. C'est pour préserver leurs vies, c'est pour les préserver des accidents mortels, des accidents grave de la circulation », a confié Judith BADOLO, cheffe de l'équipe UNPol en collocation avec la brigade motorisée de la gendarmerie.

Le Proviseur du lycée Barthélémy Boganda, Jean Pierre Rousseau, a quant à lui remercié les organisateurs pour l'heureuse initiative. « A la rentrée, la circulation est tellement dense qu'il y a toujours des accidents, ce qui pénalise nos élèves. Donc c'est une très bonne initiative, venir les sensibiliser par rapport au code de la route, ça c'est très important (...) Même sur les passages cloutés nous constatons que nos enfants, quand ils arrivent là c'est à la dernière minute. Ils s'amuse sur les passages cloutés. Donc je vous demande chers élèves à bien suivre cette sensibilisation », a-t-il dit.

« Cette campagne de la MINUSCA, nous a permis de faire attention quand nous empruntons un engin pour venir à l'école ou quand nous traversons la route car le plus souvent on ne fait pas attention, et on joue même sur la grande route. Nous allons mettre en pratique ces conseils pour éviter le

risque des accidents de circulation », ont témoigné plusieurs élèves.

Pour tester la connaissance des élèves sur les bonnes pratiques en matière de la circulation routière, un jeu concours a été organisé en marge de cette caravane de sensibilisation de masse. Les élèves ont pu gagner de nombreux cadeaux.

Cette caravane vient après une série de sensibilisations et de formations, au profit des conducteurs de taxis moto des arrondissements de Bangui, sur les causes des accidents de circulation organisée en septembre 2022, par la Division de la Communication stratégique et de l'Information publique de la MINUSCA conjointement avec le ministère des transports.



Sensibilisation des filles du lycée Marie-Jeanne Caron de Bangui, sur la sécurité routière.



Un représentant de la MINUSCA intervenant sur le respect du code de la route, le respect des passages piétons pour contribuer à réduire les accidents de la circulation.



Vue des filles du lycée Marie-Jeanne Caron de Bangui mobilisées lors de la sensibilisation sur la sécurité routière.

LES AUTORITÉS LOCALES DU 5E ARRONDISSEMENT DE BANGUI, S'APPROPRIENT LA NOUVELLE LOI SUR LA DÉCENTRALISATION

Le ministère de l'Administration du territoire en partenariat avec la MINUSCA, à travers la section affaires civiles, a organisé un atelier de renforcement des capacités sur la vulgarisation de la nouvelle loi de la décentralisation, la gouvernance locale et la citoyenneté, les 24 et 25 novembre 2022. Cet atelier a réuni une vingtaine de participants dont des chefs des quartiers, des chefs des groupes et des conseillers municipaux du 5e arrondissement de Bangui, et vise à les outiller afin qu'à leur tour ils sensibilisent la population sur cette loi, pour une bonne gouvernance communautaire et locale.

Grace Ngbaleo

L'atelier de « renforcement des capacités des conseils des quartiers sur la vulgarisation de la nouvelle loi sur la décentralisation, la gouvernance locale et la citoyenneté dans le 5e arrondissement », entre dans le cadre de la restauration de l'autorité de l'Etat, un des piliers du mandat de la mission. Le bureau de coordination de Bangui, de la section Affaires civiles de la MINUSCA, à travers cette activité a voulu appuyer les autorités locales du 5e arrondissement, pour vulgariser cette loi comme l'a expliqué Sylvestre Ndayambaje assistant de liaison communautaire de la section Affaires civiles de la MINUSCA.

L'objectif assigné à cet atelier est de former les conseils des quartiers pour qu'à leur tour, ils puissent sensibiliser leurs administrés, les amener à une prise de conscience collective sur la gouvernance locale et la participation au développement local.

Ainsi, pour Alain Yemo Maire du 5e arrondissement de Bangui, « ce renforcement de capacité initié par nos partenaires de la MINUSCA, est la bienvenue pour les autorités

locales, pour mieux cerner le fonctionnement de la nouvelle loi afin de mener nos différentes communautés à bien se préparer pour la gestion communautaire de nos différents quartiers ».

Cette initiative vise également à préparer la population, par le canal des autorités locales, aux élections locales à venir, a ajouté Urbain Boymandja, cadre au ministère de l'Administration du territoire : « On ne peut pas aller aux élections comme ça. Il faut que la population s'approprie les élections municipales. Donc il faut d'abord former les populations, les informer, les outiller d'abord pour faire un choix qui est vraiment appréciable ».

Les participants ont apprécié la séance de formation sur cette nouvelle loi et se disent prêts à vulgariser le contenu aux populations pour une prise de conscience collective sur l'auto-gestion, la participation à la gouvernance locale, et sensibiliser la population au processus d'élections locales et régionales en cours. « Nous avons été formés aussi sur le rôle et les attributions du chef de quartier qui est un juge de conciliation. Un chef c'est d'abord un leader et un leader doit être toujours actif, moi, je m'adhère à cette nouvelle loi, et je suis prêt à participer aux élections des conseillers municipaux et toutes autres élections à venir. Je demanderais à mes concitoyens de faire autant », a témoigné Serge Brunau GAIN Chef du quartier Ambassana dans le 5e arrondissement de Bangui.

La sensibilisation autour des deux nouvelles lois sur les collectivités territoriales et les circonscriptions administratives en République centrafricaine, adoptées respectivement en 2020 et 2021, se poursuivra dans les autres arrondissements de Bangui, Bimbo et Begoua.

Plus d'une vingtaine de membres des comités de gestion du marché de PK5 dans le 3e arrondissement ont pris part à une session de renforcement de capacités sur la gestion participative et la bonne gouvernance des édifices publics et des marchés de Bangui le 16 et 17 novembre 2022.

Cynthia Nasangwe

Cette session de formation a été organisée par la section Affaires civiles de la MINUSCA à travers son bureau de coordination de Bangui, dans le cadre de la contribution à l'extension de l'autorité de l'Etat et à la promotion de la bonne gouvernance sur la gestion des marchés publics.

Les différents membres des comités de gestion des marchés de Pk5 se sont appropriés les textes de bases sur la gestion des patrimoines publics et les différents marchés pour une gestion participative, socle de la bonne gouvernance locale. Ainsi les participants à cette formation ont mis en lumière les dysfonctionnements liés à la mauvaise gestion des marchés du 3e arrondissement et ont pu trouver ensemble des pistes de solution, à l'image de Kevin Cédric Litho, directeur technique du marché Kokoro : « Nous avons été édifié sur la manière dont devrait être géré le marché. La manière dont nous gérons nos ressources n'était pas adéquat, et on a vu que nous évoluons après cette crise d'une manière déficitaire ».

L'expert en finance publique au ministère des finances, Benjamin Mberio, qui a animé cette formation a indiqué qu'un bon fonctionnement dans la gestion résulte du bon fonctionnement du bureau de gestion. « On a essayé de leur expliquer déjà que la structuration de leur bureau pose un problème. On leur a donné des pistes, des orientations sur la structuration du bureau. Quand le bureau fonctionne mal, cela se répercute directement sur la manière de gérer. Donc ça, c'est la première solution pour nous. On leur a donné des techniques. Comment faire pour essayer de rentabiliser la gestion aussi parce que c'est un comité de gestion », a déclaré Benjamin Mberio

Les participants à cette formation se réjouissent de cette initiative qui va leur permettre de changer leur façon de travailler. « Grâce à cette formation, Je crois que moi et mes collaborateurs dès demain, nous allons nous asseoir sans réfléchir et mettre en place un nouveau mécanisme », a affirmé Kevin Cédric Litho

Au cours de cette formation, l'unité de police de proximité a saisi cette occasion pour rappeler, aux membres des comités de gestion des marchés, l'importance de la mise en place d'un comité de sécurité dans les marchés comme l'a indiqué Coulibaly : « Au lieu d'avoir toutes les informations de manière désordonnée, il a été décidé la mise en place de comités de sécurité avec toutes les différentes

LES MEMBRES DES COMITÉS DE GESTION DU MARCHÉ DU 3E ARRONDISSEMENT DE BANGUI SENSIBILISÉS SUR UNE GESTION PARTICIPATIVE

entités des couches sociales, les associations ou le commissaire du 3e arrondissement pourront avoir des réunions mensuelles ou bien des réunions hebdomadaires avec les différentes couches sociales pour connaître les différents problèmes au plan sécuritaire ».

Des activités articulées autour des thématiques liées à la question du leadership et développement local, des problématiques de gestion participative des marchés, ont été aussi organisées au profit des membres des comités des marchés du 8e arrondissement et de Begoua.

LA CAPACITÉ DES GROUPES PARLEMENTAIRES RENFORCÉE SUR L'EXÉCUTION ET LE CONTRÔLE BUDGÉTAIRE DANS LE CADRE DE LA RSS

La commission Défense et Sécurité de l'Assemblée nationale et la Section de la Réforme du secteur de sécurité (RSS) de la MINUSCA ont organisé, du 21 au 23 novembre 2022, des sessions d'information sur l'exécution du Budget et son contrôle dans le cadre de la réforme du secteur de sécurité, au profit des groupes parlementaires à Bangui.

Emmanuel Crispin DEMBASSA-KETTE

La commission Défense et Sécurité de l'Assemblée nationale et la Section de la Réforme du secteur de sécurité (RSS) de la MINUSCA ont organisé, du 21 au 23 novembre 2022, des sessions d'information sur l'exécution du Budget et son contrôle dans le cadre de la réforme du secteur de sécurité, au profit des groupes parlementaires à Bangui.

Emmanuel Crispin DEMBASSA-KETTE

L'objectif de ces sessions, est de renforcer la compréhension et l'appropriation des membres des commissions de l'Assemblée nationale, du processus de Réforme du secteur de sécurité, principalement les mécanismes de gestions et de contrôle parlementaires.

L'ouverture a été présidée par le 3e vice-président de l'Assemblée nationale, André Nalké Dorogo, et le ministre conseiller à la présidence de la Commission nationale de la réforme du secteur de sécurité (CNRSS), général de brigade Bruno Ouayolo.

Dans son discours inaugurale, André Nalké Dorogo a souligné la justesse de l'organisation de ces sessions et des thématiques choisies.

« Ce séminaire tombe à point nommé en session ordinaire de l'Assemblée nationale appelée aussi session budgétaire pour renforcer l'expertise des commissions permanentes sur le rôle des députés dans l'appui

budgétaire et le contrôle démocratique du secteur de sécurité ainsi que la maîtrise des cadres institutionnelles de la bonne gouvernance », a-t-il affirmé.

Durant trois jours, 11 thématiques ont été abordées entre les groupes parlementaires et les experts nationaux et internationaux afin de mieux comprendre les défis et les actions prioritaires en matière de contrôle, de plaidoyer et de renforcement des capacités des commissions parlementaires.

Carole Baudoin, cheffe de la Section réforme du secteur de sécurité de la MINUSCA, justifie pour sa part l'appui technique de la Section à l'organisation : « Je tiens à souligner que notre nouveau mandat dans la résolution 2659 a bien mentionné notre mission d'aider particulièrement le développement et le soutien du contrôle démocratique tout particulièrement dans le secteur de la sécurité ».

Cet atelier a été recommandé par la Commission Défense et Sécurité de l'Assemblée nationale. L'un participants, Serge Frederic Yologaza, député de Dekoa, explique l'importance des acquis dans l'exercice du mandat des députés : « Le premier impact sur le travail du député c'est qu'il va prendre conscience que l'impunité doit être au niveau zéro. Donc la corruption doit être totalement bannie du mode de gestion des finances publiques, donc c'est déjà ça que le député va retenir et surtout il va retenir qu'il est un maillon important de la chaîne dans le contrôle ».

Nathalie Bobossi, directrice des commis-

sions parlementaires à l'Assemblée nationale, également participante, appelle quant à elle le pouvoir exécutif à observer « le respect des textes en matière de contrôle démocratique, le respect des députés dans leurs tâches régaliennes c'est-à-dire le contrôle démocratique en matière de budget ». Car selon elle, « Il arrive des fois ou les

députés convient l'exécutif à une interpellation il y a parfois un refus ».

Soixante-dix personnes ont pris part aux séances et ont formulé plusieurs recommandations pour améliorer le contrôle parlementaire en matière de budget.



Restez vigilants face à la mésinformation et à la désinformation !

TOUT SAVOIR SUR LA **MINUSCA**

minusca.unmissions.org

MINUSCA



*Scannez et
découvrez*

